

ACDI

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner qu'une tâche aussi complexe entraîne des tensions au sein de l'administration et un certain malaise. Voilà, madame l'Orateur, des raisons supplémentaires qui justifient une révision franche et ouverte de l'ACDI par le Parlement. Le gouvernement ne devrait pas craindre de montrer les défauts de l'ACDI, parce qu'une telle révision sera de notre part la condition du renouvellement de l'aide internationale et de l'effort de développement alors que nous nous engageons dans la seconde moitié des années 70. Une ACDI révisée, renouvelée nous permettra de relever les nouveaux défis des années 80 dans le domaine du développement international. De l'avis de la plupart des experts, ces nouveaux défis seront beaucoup plus sérieux que ceux des années 50. Non seulement devons-nous envisager les mêmes problèmes d'échanges et d'aide avec les pays les moins développés, mais nous devons de plus envisager une autre situation propre aux pays nantis, c'est-à-dire tenter de nous débarrasser de nos habitudes de gaspillage en conservant l'énergie, les produits alimentaires et les matières premières, tandis que les pays les plus pauvres s'engageront à changer certaines de leurs mauvaises habitudes sur les plans agricole, démographique et écologique.

En fin de compte, les besoins de développement dans les pays sous-développés signifient pour l'ACDI et autres agences semblables à l'œuvre dans ces pays qu'elles auront à jouer un plus grand rôle en donnant à ces pays accès à nos marchés à des prix stables et rémunérateurs. De plus, ils auront besoin d'accès à notre technologie, à nos talents de gestion et à nos capitaux d'investissement. Mais leur but principal doit être d'apprendre en travaillant, parce que imiter et emprunter ne pourraient ni satisfaire leurs besoins matériels ni ceux d'ordre plus élevé, c'est-à-dire exercer plus de contrôle sur leur avenir économique et culturel. J'espère que sous ce rapport, les dirigeants de l'ACDI feront bien comprendre à ces pays qu'ils ne doivent pas suivre comme modèle la voie traditionnelle de développement que nous avons empruntée.

Il existe et il existera toujours un besoin urgent de produits alimentaires d'usage courant et d'autres formes d'aide. Je puis ajouter que je ne suis pas tout à fait d'accord avec ce qu'a dit le député d'Edmonton-Strathcona (Mr. Roche) sur la question, bien que je n'aie presque rien à redire à ses propos de ce soir. On a tendance aujourd'hui à décréter sans grande analyse que cette aide est un échec. Néanmoins, je continue à prétendre que cette aide est nécessaire pour le développement des pays défavorisés.

Nous avons souligné, lors du débat du 15 novembre, que si nous voulions empêcher des centaines de milliers de gens de mourir de faim d'ici une dizaine d'années, il nous faudrait concevoir des mécanismes de planification des réserves vivrières à l'échelle mondiale. Les États-Unis et le Canada doivent montrer la voie. Les sommes consacrées seront énormes et devront être partagées. Mais, madame l'Orateur, c'est un défi que nous ne pouvons pas refuser de relever. Parfois, cela semble impossible; cependant, nous devons le relever si nous voulons réaliser nos espoirs à plus long terme de contrôle démographique et de nouveaux programmes agricoles dans les pays défavorisés.

D'aucuns pensent qu'il est déjà trop tard et qu'il est impossible d'éviter la famine générale. C'est peut-être vrai, mais il faut quand même essayer. Après la première grande guerre, dans une Europe bouleversée, John Maynard Keynes a écrit des mots cuisants qu'il vaut la peine de rappeler. Il a dit:

Les hommes ne mourront pas toujours sans mot dire. Car la faim qui apporte à certains la léthargie et le désespoir de l'impuissance, en

conduit d'autres à l'instabilité nerveuse de l'hystérie... Ceux-ci, dans leur détresse, pourront renverser ce qui reste des régimes et noyer la civilisation-même en tentant de satisfaire désespérément les besoins irrésistibles de l'individu. Voilà le danger contre lequel toutes nos ressources, notre courage et notre idéalisme doivent s'unir.

Puisque nous débattons le sort actuel des pays les plus défavorisés, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacEachen) nous ferait-il connaître le rôle que joue actuellement l'ACDI dans le Sahel en Afrique occidentale où 25 millions de gens ont faim? Allons-nous envoyer des engrais chimiques au Bangladesh cette année? De façon plus générale, nous sommes-nous engagés à consentir des prêts ou à donner de l'engrais chimique à ce pays qui est la proie du désespoir?

J'exhorte le gouvernement, madame l'Orateur, à familiariser davantage les députés qui représentent le peuple canadien avec les problèmes internes et externes de l'ACDI afin que nous puissions aider à en faire un organisme meilleur dont nous aurons encore plus de raisons d'être fiers à l'avenir.

[Français]

M. Louis Duclos (Montmorency): Madame le président, quand j'ai appris que l'opposition avait décidé de consacrer une de ses journées à la discussion des problèmes de coopération internationale, du rôle du Canada dans ce domaine, d'une part, je m'en suis réjoui, parce qu'il m'a semblé que c'était l'occasion rêvée de sensibiliser la population canadienne à l'importance de ces questions qui, comme on le sait, attirent de nos jours de plus en plus l'attention. On se rend compte que les peuples sont de plus en plus interdépendants. On se rend même compte qu'au cours des 12 derniers mois la face du monde a changé de sorte qu'un problème qui existe sur un continent qui pouvait nous paraître fort éloigné il y a quelques années a des répercussions qui touchent la vie quotidienne des gens que nous représentons tous ici en tant que députés. Si d'une part je me réjouissais, d'autre part j'avais quand même certaines appréhensions parce que l'opposition prenait la peine de consacrer l'un de ses jours, auxquels l'opposition a droit pour discuter de la question de son choix, et je me disais: Ils doivent certainement avoir des munitions fantastiques, ils vont certainement lancer des accusations qui vont retentir et qui vont placer notre gouvernement dans une situation embarrassante.

● (2130)

Voilà quelques heures que nous discutons de ce sujet. Le débat a été plus ou moins acrimonieux dans certains cas. Voilà quand même quelques heures que nous discutons. J'ai écouté attentivement tous les orateurs, à partir de l'honorable député de Saint-Hyacinthe (M. Wagner) en passant par tous les autres.

Une voix: Qui?

M. Duclos: L'honorable député de Saint-Hyacinthe. Il a droit à ce titre. Je le respecte.

Je l'ai bien écouté et, finalement, je me suis rendu compte que, comme dans le cas d'à peu près tous les débats auxquels nous avons l'occasion d'assister à la Chambre, l'opposition malheureusement n'a pas joué le rôle important qu'elle devrait jouer en démocratie. L'opposition a un rôle de critique constructive à jouer. L'opposition peut, à l'occasion, apporter des suggestions intéressantes, qui permettent au gouvernement d'assumer, d'une façon encore plus efficace, la gestion de la chose publique dans un pays comme le nôtre.